

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

En quête d'un accord plurilatéral sur les services ambitieux

Les 29 et 30 mai, les 18 « vraiment bons amis des Services », comme il est convenu de les appeler, (Australie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, UE, Hong Kong, Israël, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pérou, Singapour, Corée du Sud, Suisse, Taïwan et États-Unis) sont convenus de chercher à conclure un accord « très ambitieux » sur un vaste ensemble de secteurs et de modes de services.

« [TRADUCTION] Tous les secteurs sont sur la table, aucun mode n'est exclus *a priori* », a déclaré l'ambassadeur des États-Unis, M. Micheal Punke, qui a décrit les négociations plurilatérales sur les Services comme « le forum le plus productif en ville ».

On s'est tacitement entendu de poursuivre les pourparlers en faisant fond sur l'article V de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), bien que l'on soit convenu de ne pas prendre de décision définitive sur ce sujet jusqu'à ce que les négociations touchent à leur fin. Le cadre juridique dans lequel l'accord plurilatéral sur les services serait mis en œuvre serait probablement examiné lors de la prochaine réunion du groupe, pendant la semaine du 25 juin.

L'article V de l'AGCS permettra aux « vraiment bons amis des Services » d'éviter que des resquilleurs tirent parti de l'accord. Les États-Unis n'ont pas fait mystère de leur volonté de négocier un accord qui laissera les économies émergentes comme le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud sur la touche. L'UE avait insisté au départ pour que l'accord soit ouvert aux nouveaux membres, particulièrement aux économies émergentes.

Lors d'un forum auquel il assistait à Beijing, le 28 mai, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a déclaré aux participants que des occasions formidables de relever son secteur des services s'offrent à la Chine, et il a exhorté le pays à s'imposer comme chef de file pour rechercher une plus grande ouverture des services à l'OMC. Les dirigeants chinois ont également pris des engagements semblables, appelant instamment le secteur des services chinois à se libéraliser et à se préparer à affronter une concurrence accrue. Cependant, dans l'état actuel des choses, la Chine n'a pas encore manifesté un quelconque intérêt à se joindre au groupe des « vraiment bons amis des Services », car le pays continue de prendre le parti des autres économies émergentes et de s'opposer aux négociations plurilatérales sur les services.

Entre-temps, on apprend de source bien informée que les « vraiment bon amis des Services » n'ont pas décidé si l'accord plurilatéral sur les services serait conclu sur la base de la liste « positive » (n'impliquant que des secteurs et des modes limités) ou « négative » (couvrant tous les secteurs et tous les modes), comme on l'appelle. « [TRADUCTION] Je dirais qu'il y a eu des pourparlers très constructifs, que les participants comprennent mieux les divers points de vue sur cette questions », a déclaré M. Punke.

Une nette recrudescence du protectionnisme

Un certain nombre de secousses secondaires après 2008, notamment la crise de la dette européenne, ont contribué à faire fondre la croissance du commerce à 5 % en 2011. Les perspectives pour la croissance de cette année sont encore plus moroses, car l'OMC prévoit une croissance encore plus lente du commerce, qui devrait s'établir à moins de 4 % en termes de volume.

« [TRADUCTION] Ce ralentissement est en grande partie la conséquence d'une croissance léthargique des économies avancées, particulièrement dans la zone euro, et exerce des répercussions sur les exportations des pays émergents et en développement, dans lesquels la contribution du commerce à la croissance diminue également », a déclaré M. Lamy dans un discours qu'il a prononcé devant la Chambre de commerce de Thaïlande, à Bangkok, le 30 mai. Qui plus est, le ralentissement économique a contribué à « une nette recrudescence de la rhétorique protectionniste », a déclaré M. Lamy, ce qui a débouché sur la prise de mesures telles que des recours commerciaux, des augmentations tarifaires, des licences d'importation et des contrôles douaniers qui ont touché le commerce mondial, mais seulement 1 % des importations mondiales. « Le protectionnisme est comme le cholestérol : la lente accumulation de mesures commerciales restrictives qui se produit depuis 2008 – ces dernières visent désormais presque 3 % du commerce mondial des marchandises, et presque 4 % des échanges du G20 – peut finir par faire obstruction aux flux commerciaux. ».

Dans un rapport sur le commerce et l'investissement publié avant le Sommet du G-20, qui s'est tenu les 18 et 19 juin à Los Cabos, l'OMC, l'OCDE et la CNUCED ont lancé un avertissement contre de nouvelles restrictions du commerce dans les pays du G-20 qui, d'après le rapport, n'ont pas enregistré de ralentissement au cours des sept derniers mois, car la perspective économique dominante continue de « mettre à rude épreuve la résolution politique des gouvernements du G-20 de résister au protectionnisme commercial. »

Depuis octobre dernier, 124 nouvelles mesures protectionnistes ont été imposées par des pays du G-20, selon l'OMC.

Prochains événements

- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 4-5 juin 2012, Kazan
- AECG, semaine du 4 juin 2012, Ottawa, semaine du 15 juillet (à confirmer), septembre 2012 (à confirmer)
- Sommet du G-20, 18-19 juin 2012, Los Cabos, Baja California Sur
- Pourparlers plurilatéraux sur les services, semaine du 25 juin
- XIII^e cycle du TPP, semaine du 2 juillet 2012, décembre (à confirmer)
- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, 9-12 juillet 2012
- Conseil général de l'OMC, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 2-9 septembre 2012, Vladivostok
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 20-21 septembre, 14-15 novembre 2012
- Forum public de l'OMC, 24-26 septembre 2012
- XIV^e cycle du TPP, septembre (à confirmer)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.]

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

